

Le Socialisme

Directeur : JULES GUESDE

PARAIT LE SAMEDI

HUIT PAGES

LE NUMÉRO : 10 centimes

BUREAUX : 9, rue Joubert, Paris IX^e, de 5 h. à 7 h.

ABONNEMENTS

Trois mois, 1,25 — Six mois, 2,50 — Un an, 5 fr.
ÉTRANGER : Six mois, 3,50 — Un an, 7 fr.

POUR LE SUFFRAGE UNIVERSEL

La "Journée du Suffrage" EN PRUSSE

Ce n'est pas une lutte d'un moment que les démocrates-socialistes de Prusse ont engagée vendredi et dimanche.

Lorsque, il y a quelques mois, la conférence qu'ils tenaient à Berlin décidait d'entreprendre la campagne pour l'introduction du suffrage universel dans les élections au Landtag prussien et de la mener jusqu'au bout, ils se rendaient compte que la bataille serait dure et pourrait être longue.

C'est en pleine connaissance de cause qu'ils ont pris leur résolution et qu'ils la mettent à exécution aujourd'hui.

Les ouvriers de Berlin ont montré d'un coup, au grand étonnement de ceux qui les connaissent mal, de quoi ils étaient capables. Les "machines à cotiser" sont descendues dans la rue et ont fait voir qu'elles savaient au besoin servir comme machines de guerre.

Et les travailleurs de toutes les villes industrielles de la Prusse les ont aidés, soutenus, accompagnés.

C'est un élan magnifique, à la fois concentré et étendu. Il est clair qu'il ne s'arrêtera pas avant la victoire.

Longtemps la classe ouvrière allemande a pensé qu'elle pouvait se contenter du suffrage universel accordé par Bismarck pour les élections à l'assemblée d'empire, au Reichstag. Le Parti socialiste négligeait les élections aux Landtags des différents États. Ce n'est que peu à peu qu'il a cru devoir y prendre part.

Le Landtag de Prusse a été le dernier autour duquel les socialistes aient engagé la bataille. Ça été, il y a quatre ans, comme la démonstration donnée au prolétariat de la monstruosité du système électoral en usage pour ce Parlement : la division des électeurs en trois classes assurant d'avance la prédominance à l'infime minorité des hobereaux et des capitalistes ; le scrutin public, mettant l'ouvrier sous la dépendance du patron qui dispose de son pain.

D'autre part, dans le Wurtemberg, dans le grand duché de Bade, ailleurs encore, le suffrage universel pour l'élection au Landtag était conquis.

Puis est venue l'impulsion puissante donnée à tout le prolétariat militant par l'action révolutionnaire en Russie.

Puis, à la suite d'une lutte de plusieurs années, nos camarades d'Autriche imposaient au gouvernement l'établissement du suffrage universel, on sait avec quel succès.

Ces exemples, ces leçons de choses, joints à la résistance des partis bourgeois, formant contre les socialistes aux dernières élections pour le Reichstag la "seule masse réactionnaire" dont parlait Lassalle, ont amené les prolétaires allemands à donner l'assaut à la forteresse du Landtag prussien. Et maintenant, l'action est commencée.

Ils ne se dissimulent pas qu'ils ont affaire au boulevard de la réaction féodale.

Comme entrée de jeu, le vendredi 10 janvier, pour la première fois, le prolétariat prenait part aux débats du Landtag. Non pas dans la salle des séances, mais autour du Palais du Parlement et du Palais Impérial. Son intervention déterminait le chancelier Bulow à une déclaration de guerre en forme. Pas de droits pour les ouvriers !

La première réponse à Bulow a été cette magnifique journée du dimanche 12 où, d'un bout à l'autre du royaume, les travailleurs, accourus à l'appel des socialistes dans les 120 meetings simultanés, se répandaient ensuite par les rues au cri de : Nous voulons le suffrage universel ! au chant de cette *Marseillaise des Ouvriers*, que leur a donné le mécanicien-poète Jacob Audorf.

Tous les témoignages des journaux constatent l'admirable organisation de cette force consciente, qui ne cherche pas les collisions avec la police mais qui ne recule pas devant elles. Le sang ouvrier a coulé, mais la volonté ouvrière s'est affirmée irréductible.

Le Parti socialiste est le seul à mener la bataille. Il ne comptait pas sur la bourgeoisie libérale, qui, alliée qu'elle est avec les réactionnaires dans le "bloc" formé au lendemain des élections de 1907, est prête à mettre dans sa poche la

revendication du suffrage universel qui est dans son programme. Là comme ailleurs, la bourgeoisie radicale étonnerait le monde par sa lâcheté, si on ne s'y attendait pas.

Nos camarades ne comptent que sur eux-mêmes. Ils ne craignent ni le reproche de "surenchère", ni l'accusation de "faire le jeu de la réaction", qu'on ne manque pas de leur lancer. Ils ne sont pas disposés à réduire leur action, à se mettre à la remorque du libéralisme timide. Qu'on en juge par cet extrait du *Vorwaerts* :

Lorsque le prince de Bulow fit au Landtag la déclaration du gouvernement sur la question du droit de suffrage en Prusse, insistant sur ce point, qu'une chose était certaine pour le gouvernement, c'est qu'il n'y avait même pas à penser à la suppression du scrutin public, on entendit partir des rangs libéraux ce cri d'indignation : « C'est encore mieux (*noch schæner*) ! »

Et quand Bulow eut terminé sa déclaration, ce qui lui répondit, ce furent les sifflets des libéraux.

Si la fraction libérale du Landtag allait s'imaginer que par ce cri et ces sifflets, elle aurait héroïquement rempli son devoir de protestation, elle se tromperait du tout au tout. Car les libéraux n'ont fait que se siffler eux-mêmes. Et le cri : « C'est encore mieux ! » ne s'applique pas moins à la honteuse attitude des libéraux qu'à celle du gouvernement.

C'est le parti libéral qui a lui-même formellement conjuré le gouvernement de ne pas envisager une réforme réelle. Ses journaux, la *Gazette de Voss* et la *Gazette du Weser*, n'ont-ils pas, à la date du 9 janvier encore, à la veille de la *Journée du suffrage*, déclaré solennellement que les libéraux se contenteraient même d'une « réforme très modeste » ?

Si donc le gouvernement a eu le courage, tout en ne faisant aucune promesse positive pour une réforme du suffrage à entreprendre — fût-ce dans des années — de proclamer au contraire catégoriquement qu'« il n'y avait pas à penser à l'introduction du suffrage universel » et même que le gouvernement se refusait à l'établissement du suffrage secret, cela est dû à l'attitude lamentable, indescriptiblement lamentable, du parti libéral !

C'est donc bien entre le Parti socialiste, représentant l'intérêt ouvrier, et l'Empereur-Roi que le duel est engagé à fond.

Nos camarades sont prêts. Ils ne reculeront même pas, ils l'ont décidé, devant la grève de masse, pour la conquête de ce droit politique dont certains affectent de faire peu de cas.

Ils le conquerront par leur force, fût-ce au prix de leur sang, parce qu'ils en ont besoin.

Le 10 et le 12 janvier ne sont qu'un prologue, qui, dit le *Vorwaerts*, n'est rien auprès de la tempête qui se déchaînera dans tout le royaume de Prusse et qui ébranlera l'empire.

BRACKE

LES MANIFESTATIONS SOCIALISTES DE DIMANCHE

En Allemagne

Nous avons cru devoir faire pour le "Socialisme" un compte rendu d'ensemble des manifestations organisées en Prusse par nos camarades de la Social-Démocratie, afin de marquer une date historique importante pour notre revue. C'est d'après les dépêches publiées, heure par heure, par les grands quotidiens français que ces notes ont été rédigées. Même incomplètes, elles révéleront assez l'importance du mouvement en faveur du suffrage universel.

A BERLIN

Huit réunions de protestations avaient été organisées à Berlin et douze dans les environs. A une heure, les salles sont comblées; la police en interdisait l'entrée depuis onze heures et demie.

A l'issue des réunions, les manifestants, au nombre de 30.000, se sont dirigés vers le centre, vers le château impérial, le palais du chancelier, le Landtag.

Près du château, qui se trouve dans une île, au milieu de la Sprée, la foule se heurte à des cordons d'agents à pied et à cheval.

Après trois sommations, elle charge. Les cris de: « Meurtriers! Chiens assoiffés de sang! Cosaques! » retentissent. Un coup de feu part: un manifestant tombe dans la Sprée.

Après quelques minutes d'une atroce mêlée, force reste aux agents: neuf blessés gisaient sur la chaussée.

Au sud de la ville, des collisions se sont également produites. La police a mis sabre au clair. Les manifestants crient: "A bas Bulow!" et chantent "la Marseillaise ouvrière". La police veut les refouler; plusieurs personnes sont blessées et tombent sous les pieds des chevaux.

Au Château Impérial

Vers deux heures, un groupe d'environ deux cents personnes a pu pénétrer jusqu'au château, qui est fermé et dont la cour est occupée par plusieurs compagnies d'agents; elles en sont bientôt refoulées.

Sabre au Clair

Au pont de Moltke, la foule était particulièrement dense et les manifestations paraissaient être encouragées par des centaines d'hommes postés à l'arrière du musée colonial. Les manifestants avaient l'intention de s'emparer du pont, et pendant un certain temps, le cordon de police fut rompu, mais, à ce moment, quarante ou cinquante agents mirent sabre au clair. La foule se retira en conspuant la police.

Vers Königs-Platz, se trouvaient quarante à cinquante hommes qui s'étaient emparés du square et portaient des drapeaux rouges. Tout à coup, la police montée fit son apparition, chargea les manifestants et dispersa le petit groupe dans toutes les directions.

Le Centre de l'Action

Les principales forces de la police étaient concentrées au château royal et dans les rues adjacentes. Dans ce quartier, des émeutes

plus ou moins graves eurent lieu pendant l'après-midi.

De forts détachements de police étaient déjà réunis de bonne heure dans le château lui-même et dans les musées et bâtiments publics situés non loin de là.

Les ponts qui donnent accès au square du château étaient gardés par des cordons de police et tout rassemblement était rapidement dispersé.

Peu après midi, cinquante personnes réussirent à se rassembler autour du château, mais elles furent repoussées dans les diverses rues.

Cependant, ce n'était là que l'avant-garde d'un grand nombre d'hommes, de femmes et d'enfants criant à tue-tête. Ces manifestants essayèrent de se frayer un chemin dans la direction du château.

Les deux mille manifestants furent finalement repoussés vers le nord de la ville, et cent agents de police furent envoyés pour garder ce point dangereux.

Le service des tramways électriques fut suspendu temporairement dans ce quartier. Les tentatives de la police pour repousser le peuple toujours plus loin du château donnèrent lieu à des rencontres sanglantes qui se produisirent, dans diverses rues, jusqu'à six heures du soir.

On tire d'une fenêtre

Tout d'abord, la foule tourna sa fureur contre la police à cheval et essaya de désarçonner les cavaliers. Un agent de police tomba sur le sol et fut gravement blessé. On le transporta à l'hôpital.

La police repoussait violemment la foule avec ses sabres et frappait les manifestants les plus audacieux, quand trois coups de feu furent tirés sur les combattants, d'une fenêtre située dans la Friedrichstrasse.

Dans le tumulte qui se produisit, il fut impossible de voir l'effet produit par les coups de feu.

« Au pont Olsen, dit un grand journal bourgeois, environ 5.000 personnes étaient rassemblées. Elles avaient une attitude si menaçante que la police dut charger. »

Dans divers autres endroits, des rassemblements de 3 à 5.000 personnes furent traités de la même façon. A quatre heures environ, une rencontre des plus sanglantes eut lieu près des portes Rosenthal et Schonhausen.

A cet endroit, plusieurs milliers de personnes essayèrent de s'engager dans une des rues qui conduit dans la cité, mais, après trois quarts d'heure d'un violent combat, les manifestants furent repoussés et durent, une fois de plus, battre en retraite vers le nord.

Bataille en règle

Une autre bataille en règle se produisit à quatre heures et demie, au coin d'Unter den Linden et de Friedrichstrasse, entre la police et un fort rassemblement qui se dirigeait du sud au sud-ouest de la cité, où plusieurs des vingt-deux meetings socialistes avaient eu lieu pendant la matinée.

A la jonction de ces deux voies importantes, la foule grossissait petit à petit, jusqu'à attein-

dre le nombre de six mille manifestants, et plusieurs milliers d'entre eux réussirent à se frayer un chemin jusqu'à la statue équestre de Frédéric-le-Grand, située non loin de l'Opéra royal d'Unter den Linden.

La situation était des plus émouvantes.

Après une lutte féroce, la police, sabre au clair, repoussa les émeutiers à gauche et à droite dans la Friedrichstrasse.

On assista à des scènes tumultueuses toute l'après-midi dans Unter den Linden.

Les Blessés

On évalue le nombre des victimes à près de cent. Une évaluation exacte est impossible.

Parmi les plus sérieusement blessés se trouvent trois agents et vingt-huit manifestants.

Une demi-douzaine d'hommes ont reçu des coups de sabre à la tête et quelques personnes ont été piétinées.

DANS LES PROVINCES

Des manifestations en faveur du suffrage universel se sont également produites dans plusieurs grandes villes d'Allemagne, principalement dans la région industrielle de la Westphalie rhénane.

A Cassel ont eu lieu dix-sept réunions de protestation contre les déclarations faites par le chancelier au Landtag prussien. Une résolution violente a été adoptée et communiquée télégraphiquement au prince de Bulow.

Les manifestants ont parcouru les rues en chantant la "Marseillaise ouvrière".

A Essen, plus de 4.000 personnes assistaient à des réunions organisées par le parti socialiste. Une résolution énergique a été adoptée à l'unanimité. A l'issue des réunions, plus de 8.000 personnes ont parcouru les rues où la police, surprise, ne put les maintenir. Aucune arrestation n'a été opérée.

A Cologne plusieurs milliers de personnes ont également assisté à des réunions organisées par les socialistes et s'y sont rendus en chantant la "Marseillaise ouvrière". En sortant, les rues ayant été barrées par la police, quelques bousculades se sont produites.

A Francfort, les réunions de protestation se sont déroulées sans incident grave. Cependant, une légère collision s'est produite dans la Kaiserstrasse entre la police et les manifestants.

L'Opinion du "Times"

Le grand journal conservateur anglais, peu suspect de sympathie pour le mouvement de la Social-Démocratie allemande, écrit:

Ces manifestations montrent de nouveau que les différences qui existent en Prusse entre la masse du peuple et les classes entre les mains desquelles tout le pouvoir politique est réuni, sont profondes.

Ceux qui réfléchissent songeront à la stabilité ou à l'instabilité de la société, où les différents sont si aigus, et où toutes les propositions faites pour les faire disparaître par des moyens constitutionnels sont invariablement repoussés. Ceux qui organisèrent les réunions socialistes d'hier ont une force immense derrière eux.

Anticléricalisme Bourgeois

Le gouvernement de la bourgeoisie radicale arrête, emprisonne, — quand il ne les assomme pas — les militants ouvriers. Mais en revanche, il se dit libre-penseur, lorsqu'on lui reproche sa politique antiouvrière. Il se justifie par sa lutte anticlérical. Anticlérical, le gouvernement l'est aussi mal et aussi peu que possible. En effet, la séparation réelle interdit d'employer l'argent des contribuables pour le service du culte. Or, la majorité gouvernementale de la Chambre vient de voter une loi obligeant les communes à réparer et à entretenir les églises mises *gratuitement* au service du culte. Les athées et les libres-penseurs — aussi peu penseurs que libres — continueront comme avant la séparation de verser leur argent pour l'abâtissement populaire. Le culte demeure salarié en dépit de la loi du 9 décembre 1905. A vrai dire, le salaire porte un autre nom. Au lieu de payer les "ministres de Dieu", on se charge de leur logement. En vérité, peu importe que l'argent soit versé dans la poche droite ou dans la poche gauche de l'Eglise, c'est toujours de l'argent versé — par le public au profit de l'Eglise apostolique, romaine et — anarchiste parce qu'elle se... moque de la loi, comme un radical de son programme.

Et ce n'est pas tout. Nous possédons — sur le papier — la liberté de réunion. Mais pour se réunir, — il faut avoir un lieu de réunion, une salle. Or, ni les socialistes, ni même les simples républicains ne disposent à leur gré des salles de réunion. Il arrive qu'on ne peut en obtenir même à prix d'or. Les cléricaux, ennemis de la République, même bourgeoise et gardiens célestes du capital, antisocialistes enragés, ont à leur disposition une cinquantaine de mille de bâtiments publics — appartenant aux communes. Et cela gratuitement. Depuis la séparation, il n'y a pas une église, pas une chaire du haut de laquelle un prêtre pensionné par la République *séparatrice* ne fulmine et contre la République et contre le socialisme. Avec le Concordat le clergé se croyait lié, gêné. Maintenant, il ne prend plus de ménagements. Il fait une politique agressive. Il prend plus cyniquement qu'autrefois le parti du capital contre la classe ouvrière. Le paysan s'étant désintéressé de l'entretien de l'Eglise, le clergé est tombé dans la domesticité des riches qui le nourrissent et le méprisent. Il excommunie les sans-patrie socialistes.

Sur la proposition des socialistes, la Chambre a bien voté la libre disposition des salles des mairies pour les réunions publiques, mais le Sénat, d'accord avec le gouvernement, a escamoté ce vote. Nous avons donc le droit de dire que depuis la séparation, façon bourgeoise, le clergé seul est vraiment outillé pour sa propagande, c'est-à-dire pour l'action de tous les jours. Il serait bien stupide de ne pas en profiter.

Les cinquante mille chaires entretenues par l'Etat "laïque" déverseront sans trêve ni répit sur la population, et par charretées, des injures et des calomnies contre les républicains et les socialistes. Les "républicains" n'auront que ce qu'ils méritent. Mais les socialistes qui demandaient une séparation sincère, la confiscation de la main-morte au profit de tous, auront une nouvelle preuve que toutes les réformes bourgeoises sont autant d'illusions pour ne pas dire de mensonges.

J'ai l'occasion d'observer l'action des curés libérés du joug concordataire par leurs amis bourgeois dans les campagnes où seuls, ils ont la *pleine liberté* — et la *possibilité matérielle* — de la propagande. Et ils ne manquent pas d'en user et d'en abuser. Ils prêchent la haine du socialisme et de la République, "voleuse des biens".

Voilà le résultat tangible de la séparation bourgeoise. Cette propagande est payée par l'impôt, c'est-à-dire par l'argent de la classe ouvrière et paysanne.

Si nos gouvernants, au lieu de porter leurs regards vers les "étoiles" — soit pour les éteindre, soit pour les allumer — se donnaient

vraiment la peine de bien étudier ce qui se passe dans la vie réelle, ils trembleraient pour leur république que M. Clémenceau, *anarchiste arrivé*, met en péril, grâce à sa politique énergiquement antiouvrière et faiblement anticlérical.

Cette fois le prolétariat, *de nouveau* sollicité pour la sauver, sera, espérons-le, plus malin. Avant tout, il la sauvera de ses sauveurs bourgeois. Et il fondera une République *à lui*, également hostile au capital exploiteur et à sa gendarmerie noire et porte soutane.

Charles RAPPOPORT.



Au Jour le Jour



A tout prix.

Avant d'envoyer Raquillet devant les tribunaux, on avait prononcé contre lui la *suspension*. A présent qu'il est acquitté par le jury, on se venge du camouflet en prononçant sa *révocation*.

Le Premier flic de France tient absolument à prouver que la "liberté d'opinion" n'existe en fait que dans la mesure où il veut bien la tolérer. Quand la magistrature ne veut pas marcher, il se fait justice lui-même — si toutefois on peut appeler ça de la justice.

Faiseurs de diamants.

On connaît l'aventure. Un ingénieur s'avise d'exploiter la cupidité de quelques gros propriétaires de *Claims* (mines de diamants) en leur faisant croire qu'il a trouvé le moyen d'en fabriquer. On passe un traité en bonne et due forme, on dépose la formule magique sous pli cacheté dans une banque d'Angleterre, on verse des capitaux à notre homme — près de deux millions, paraît-il — et voilà qu'un beau matin ces messieurs prétendent avoir été victimes d'un audacieux filou.

Possible... mais alors, que doivent penser les travailleurs de toute la pharmacopée réformiste des partis bourgeois ? car l'histoire est exactement la même. On leur promettait également monts et merveilles ; on les a bernés d'espérances mirifiques à seule fin de capter leurs suffrages.... Seulement, voilà pas mal d'années que ça dure, et bien peu nombreux jusqu'à présent sont ceux qui s'aperçoivent de cette escroquerie politicienne. L'avertissement ne leur a pourtant pas manqué !

L'industrie anticlérical.

Nous avons parlé déjà du fameux milliard des congrégations, qui fut traité par les fondés de pouvoirs de l'Etat comme le furent jadis les "biens nationaux" par les faiseurs d'assignats.

Voici de nouveaux chiffres :

Pour la liquidation des biens des Marianistes de Paris, le liquidateur reçut du Trésor 484.949 francs, effectua 985.302 francs de recettes, versa 137.358 francs à la Caisse des dépôts, paya 320.000 francs pour dettes hypothécaires et restitutions... et ne remboursa pas un centime au Trésor.

Pour les Oblats, le Trésor avance 354.983 francs ; le liquidateur fait 164.185 francs de recettes... et les garde dans sa caisse.

Pour les Franciscains, 336.391 francs (avances du Trésor) et 752.953 francs (recettes provenant de la liquidation) sont versés au liquidateur... ni la Caisse des dépôts, ni le Trésor n'en ont vu le premier sou.

Et l'auteur de cette communication, faite à un journal bourgeois, ajoute : « Je pourrais multiplier les exemples ! »

Comme on peut en juger, l'anticléricalisme est une industrie des plus lucratives — presque aussi lucrative, sinon autant ou davantage, que l'exploitation des esprits ignorants et superstitieux.

Escroquerie.

Il y a trois mois, la Compagnie des mines de Courrières fit embaucher en Bretagne six cents ouvriers. On leur promit des salaires variant de 4 fr. 50 à 6 et 9 francs suivant la durée de la journée de travail.

Or, ces ouvriers furent employés soi-disant comme manœuvres, "parce qu'ils n'étaient pas du métier", et on calcula leur paye à raison de... 4 francs par jour. Certains d'entre eux n'ont même reçu que 17 francs pour 6 journées de travail ; d'autres n'ont rien touché du tout, la Compagnie ayant payé le prix de leur pension chez les logeurs — 32 francs par quinzaine.

Se voyant volés de la sorte, la plupart ont voulu retourner au pays. Mais la préfecture d'Arras, complice bienveillante des exploités, leur refuse le secours de route, sous prétexte qu'ils sont trop nombreux.

" Ces gens-là sont des paresseux et des mauvaises têtes, déclare tranquillement la direction. De quoi se plaignent-ils ? Autrefois, sur leurs bateaux de pêche, ils ne gagnaient même pas 45 francs par trimestre ! "

Il faut être en effet bien mauvais coucheur, pour exiger qu'un débiteur tienne ses engagements... Jamais patron se plaignit-il, quand des ouvriers lui "faisaient tort" d'une heure de présence au bain industriel ?

Dictature de marchands.

Malgré les garanties de défense capitaliste qu'elles offrent aux privilégiés, les Chambres de commerce leur paraissent encore insuffisantes. D'aucuns viennent de lancer en effet — par l'organe de la *Libre Parole* — l'idée de la constitution d'un "Parlement commercial" qui ne se bornerait pas à délibérer sur des questions soumises par le gouvernement à son étude, mais qui pourrait agir dans la pratique "avec plus d'indépendance".

Et pour fournir un exemple à l'appui de leur thèse, les auteurs du projet s'empressent de citer la loi du repos hebdomadaire, qu'il s'agirait de remanier de façon à donner satisfaction à tous.

Or, comme le patronat commercial — juge et partie à la fois dans cette affaire — ne se reconnaît satisfait que le jour où toute liberté d'exploitation lui aura été rendue, ceci veut dire qu'on entend tout simplement forcer la main aux pouvoirs publics pour étrangler à tout jamais la susdite loi.

Et non seulement l'institution demandée serait un instrument de pression de premier ordre sur le Parlement législatif, mais elle deviendrait rapidement une officine électorale d'une puissance redoutable. Ce serait le "suffrage censitaire" des électeurs patentés s'organisant sur le terrain corporatif pour dicter ses volontés au suffrage universel et à ses représentants — après trente-sept années d'une République qu'on nous représente comme ayant sans cesse évolué dans un sens plus démocratique...

Ce Parlement commercial justifierait admirablement son nom.

Le "MATIN" anarchiste.

Dernièrement Renaudel disait à quelques camarades, parmi lesquels se trouvaient Dubreuilh, Lafargue, Lauché, etc., que l'*Humanité* devait s'attendre à un sale coup du *Matin*.

— Vous avez raison, répondit Lafargue, pour se venger de l'*Humanité*, il fera attaquer le Parti socialiste par Pouget, Griffuelhes et d'autres anarchistes de la Confédération du Travail.

Ça n'a pas tardé. Fournière, le ministérieliste, a ouvert le feu, en dénonçant la Crise socialiste. Pouget lui donne ainsi la réplique :

La vérité, citoyen Fournière, vous ne voulez pas la voir. La crise n'est pas que dans le parti socialiste. Elle est dans tous les partis. Tous sont comme le café servi à Louis XV par la Dubarry : ils f.....t le camp !

Cette crise vient de ce que, jusqu'ici, on s'est attaché à la façade sociale, on n'a vu que l'enseigne du régime — alors qu'il fallait s'attaquer aux racines.

Le remède est dans la modification complète et radicale du milieu social.

Ce n'est pas la souveraineté politique qui importe, c'est la souveraineté économique.

Or, la classe ouvrière sait le mal : elle prend conscience de cette nécessité et elle travaille aux transformations inévitables. Déçue par vous et vos amis, elle apprend à ne plus compter que sur elle-même, sur sa force propre, sur son action directe.

Donc, dans un des pires journaux bourgeois, Pouget proclame que le Parti socialiste fout le camp, c'est-à-dire qu'il fait faillite ; que jusqu'ici, il ne s'est attaqué qu'à la façade, qu'à l'enseigne du régime et non à ses racines, à la souveraineté économique de la classe capitaliste, et que la classe ouvrière, déçue par les socialistes, ne compte plus que sur l'action directe des anarchistes, enrôlés par le *Matin* et par l'*Humanité*.

Faire argent de tout...

C'est un principe infiniment mieux observé par la bourgeoisie que toutes les *morales* possibles et imaginables. Témoin la lettre envoyée à l'*Eclair* par un de ses lecteurs, et qui cite le fait suivant :

A la suite d'une grève, des débardeurs de charbon obtinrent une élévation de salaire calculée à raison de *quinze ou vingt centimes par tonne*. Les négociants ont aussitôt résolu de faire supporter cette augmentation par les consommateurs ; ils ont donc élevé de *un franc par tonne* le prix de vente du charbon — soit pour leur caisse un bénéfice supplémentaire de *quatre-vingts ou quatre-vingt-cinq centimes par tonne*.

Nous avons donc mille fois raison d'affirmer que certaines grèves *sont voulues* par le patronat : l'exemple cité prouve en effet qu'elles peuvent, dans des circonstances données, devenir pour les exploités une occasion de surprofits — occasion qu'ils ne se gênent pas pour faire naître quand elle ne vient pas d'elle-même.

D'autre part, l'auteur de la lettre ajoute à peu près ceci : « On se plaint du renchérissement continu de la vie, on l'attribue parfois aux exigences des salariés ; mais dans le cas qui nous occupe, quels sont donc les vrais coupables ? »

Malentendu.

Il ne se passe presque pas de jour où la presse bien pensante — témoin encore le *Malin* de Lundi — ne se plaigne de l'insécurité croissante des rues de Paris, de la fréquence toujours plus grande des « exploits d'apaches » et de l'insuffisance des effectifs policiers.

On connaît le but de cette campagne tendancieuse. Il s'agit d'assurer surtout la répression des grèves, des manifestations, de la propagande syndicale et socialiste. Toutes les fois que nos adversaires demandent des armes nouvelles, c'est contre nous qu'ils entendent les utiliser — comme par exemple les *lois scélérates* votées soi-disant contre les anarchistes et appliquées à peu près exclusivement contre nous.

Et la preuve de ce que nous avançons, c'est que depuis quelques années, le gouvernement — grand dispensateur des fonds secrets pour journaux officieux — n'a pas cessé de désaffecter ou de démolir des prisons. J'ai quelque peine à croire qu'il agirait de la sorte, si véritablement le nombre des *malfaiteurs* proprement dits — par opposition aux *malfaiteurs* que nous sommes pour la bourgeoisie — s'était accru comme on le prétend...

Avant de nous chanter leurs ritournelles, gouvernement et journaux feraient bien d'accorder leurs violons !

Similitudes.

Les terroristes réactionnaires de Russie ont fini par se brouiller entre eux — tel jadis en France le Lanoir et le Biétry des syndicats jaunes. Bandes noires là-bas, moutons noirs ici, ne font pas meilleur ménage.

Après s'être copieusement injuriés dans leurs feuilles de chou, le Doubravinne et le Pourichkévitch qui « travaillent » à Pétersbourg se sont réciproquement cambriolé des armoires à dossiers secrets et fait attaquer par leurs chourineurs.

Il s'ensuit naturellement des divulgations de part et d'autre — divulgations qui ne nous apprennent pas grand-chose, sinon que le bourreau de toutes les Russies opère exactement comme notre Clémenceau pour mater le prolétariat révolutionnaire et donner le change à l'opinion publique : mouchardage, assassinat, manifestations truquées, adresses de sympathie envoyées *par ordre* au gouvernement, etc., etc...

Mais alors, lequel des deux a plagié l'autre ? est-ce le Premier Cosaque de Russie ou le Premier Flic de France ?

Jamais contents.

On élève actuellement à Rome un monument en l'honneur de feu Galantuomo (Victor-Emmanuel II pour les historiens). Seulement, comme l'administration oublie d'envoyer des pierres de taille sur les chantiers, les entrepreneurs débouchent des ouvriers faute de pouvoir continuer les travaux. Sur 400 salariés, ils n'en ont gardé que 125.

L'autre jour, les *chômeurs malgré eux* imaginèrent de manifester auprès du souverain ; ils entourèrent sa voiture en criant : « Du pain ! du travail ! des pierres ! ». La police intervint et en fit coffrer quarante.

Ce déplorable incident, ajoute le *Temps*, a plutôt nui à la cause des tailleurs de pierre,

qui fatiguent l'opinion publique de leurs réclamations depuis quatre mois.

L'opinion publique, c'est l'opinion bourgeoise — pour le *Temps*.

Ah ça ! décidément, sur quel pied faut-il danser ? Quand des travailleurs se mettent en grève, on les appelle fainéants ; quand par dessus le marché ils s'efforcent de décider les camarades à faire cause commune avec eux, on les accuse violemment de porter atteinte à la *liberté du travail*... En voici d'autres qui veulent absolument travailler, qui protestent contre la grève forcée qu'on leur impose, et la presse bourgeoise trouve encore le moyen de leur donner tort !

L'explication en est fort simple. Par *liberté du travail*, il faut entendre le droit pour les exploités de condamner l'ouvrier aux travaux forcés ou au repos forcé suivant les exigences du moment, — et l'obligation pour l'ouvrier de tout subir et de se taire.

Paul GRADOS.



Neutralité syndicale

Le neutralisme n'est pas un dogme, mais une méthode de recrutement syndical. S'il se présente comme dogme, il est une erreur ; s'il est utilisé comme moyen, il est excellent.

Voilà qui paraîtra contradictoire aux esprits nourris d'abstractions. Par contre, il n'est pas de militant ayant vécu les heures difficiles du recrutement syndical qui n'expliquera cette apparente contradiction.

Tenter — comme le font certains, en France — d'appeler aux syndicats les consciences révolutionnaires de la foule laborieuse, ce n'est pas seulement s'engager dans la voie la plus longue, c'est l'effort des Danaïdes. C'est dire : « Tu n'entreras pas ! » à cette foule dépourvue de conscience révolutionnaire et frapper de mort les syndicats dès leur naissance.

Que dans certaines localités où la propagande socialiste a précédé la propagande syndicale et a pu réunir, sous le drapeau rouge, la majorité ouvrière, cette majorité se syndique et se retrouve au groupement corporatif ce qu'elle est au groupement politique, rien n'est plus normal mais aussi, rien n'est plus exceptionnel, hélas ! Ce recrutement syndical, issu du recrutement socialiste, est, *ipso facto*, limité. Or, la limitation — utile pour l'action socialiste, qui y trouve sa vigueur — est néfaste pour l'action syndicale qui se fortifie à mesure qu'elle s'étend dans la corporation. Les syndicats d'origine socialiste — et demeurés tels — l'ont si bien compris qu'ils se préoccupent de n'être point la doublure du groupe politique et de se cantonner dans leur domaine corporatif, ouvert ainsi à tous les non-socialistes du métier. Ils emploient la méthode neutraliste, afin d'entraîner dans leur orbite l'afflux des travailleurs timorés et inconscients. Ils peuvent accueillir sans défiance tous les timorés et tous les inconscients parce qu'ils savent qu'au contact de la vie syndicale, naîtront, sans pression, ni contrainte, les besoins de la vie socialiste et surgiront les consciences et les énergies.

La méthode neutraliste, utilisable — et utilisée — par les socialistes dans les cités muries par leur propagande, serait-elle dangereuse pour le socialisme dans d'autres milieux ? Autant vaudrait dire alors qu'avant d'organiser corporativement le prolétariat, il convient d'attendre la moisson socialiste ! Autant vaudrait-il considérer que l'immense travail préparatoire des

unions ouvrières anglaises ne compte pas pour le socialisme !

Soutenir que mieux vaut pas d'organisation corporative si celle-ci doit être neutre ou inconsciente, est une thèse anarchiste et nullement socialiste. L'anarchiste est un monsieur pressé — pressé de réaliser son rêve individualiste. Il se défie du nombre et de sa pesanteur. La masse ouvrière, que le bourgeois redoute, inspire à l'anarchiste une défiance analogue à celle qu'éprouve le bourgeois. S'il entre au syndicat, ce sera pour en éloigner les *endormis* et y surexciter des individus.

Le prosélytisme socialiste est tout autre. Il est animé par la foi dans les masses prolétariennes et leur avenir socialiste. Il n'a pas rejeté le suffrage universel sous prétexte que cet instrument de duperie n'était pas, dès l'abord, un instrument d'émancipation. Il n'a pas jeté l'anathème aux majorités serviles : au contraire, il attend d'elles la fin des servitudes humaines. Il sait attendre parce qu'il espère et, sans relâche, il poursuit son but parce qu'il sait espérer.

Pour le socialiste, l'organisation des travailleurs est la tâche fondamentale. Organisation syndicale sur les larges bases propres au syndicalisme ; organisation politique sur le terrain « étroit » du socialisme.

La double action qu'exige pour le socialiste cette double organisation, lui impose une lourde besogne, pour laquelle l'usure de l'atelier ne lui laisse pas des forces suffisantes. Lorsque le Parti compte de nombreux militants, la division du travail — syndical et socialiste — s'opère entre eux. S'il en est autrement, le travail syndical est accompli par d'autres et, de ce fait, un dualisme se peut produire entre les organisations politique et corporative de la même classe ouvrière.

Ce dualisme est dangereux, dangereux pour le Parti empêché de s'alimenter aux sources ouvrières du syndicat, dangereux pour le syndicat livré sans boussole à la tempête économique.

Car le syndicat neutre pourra jeter dans la bataille brusquement déchaînée par le Patronat, des troupes imposantes avec de redoutables munitions, il n'en devra pas moins compter avec la défaite et ses déceptions. S'il n'a pas dans ses rangs des socialistes prêts à montrer le salut aux soldats en déroute, l'institution syndicale vacillera sur les bases fragiles de son neutralisme. S'il est, au contraire, pénétré de l'enthousiasme socialiste qui grandit dans la défaite, la défaite syndicale n'aura que préparé la victoire de classe.

P.-M. ANDRÉ

Avis Important

Relatif aux Renouvellements d'Abonnements

Les abonnés du « Socialisme » sont instamment priés d'adresser directement à l'Administrateur-Délégué le montant — en mandats, bons ou timbres — de la prolongation de leur abonnement, afin d'éviter ainsi les frais de recouvrement par la poste.

En faisant cet envoi, ils devront avoir soin d'indiquer qu'il s'agit d'un renouvellement d'abonnement.

Vagues Promesses

Un journal radical qui semble bien connaître la valeur qu'attachent les élus de son Parti à leur programme, c'est l'*Action*. Afin de mieux convaincre nos honorables, qu'il se trouve au Palais-Bourbon une majorité pour voter l'impôt sur le revenu, il publie, départements par départements, les passages du programme dans lequel les élus d'aujourd'hui, candidats d'alors, promettaient cette sensationnelle et combien révolutionnaire réforme à leurs électeurs. L'*Action* pense, sans doute, que ce n'est pas assez qu'il y ait à la Chambre une majorité se recommandant d'un parti qui inscrit l'impôt sur le revenu dans son programme depuis 39 ans. Elle ne trouve pas inutile de rappeler à chacun qu'il a souscrit, en termes explicites, à la réforme. L'avenir prouvera que si elle s'illusionne peut-être sur la portée de son initiative, elle n'avait peut-être pas tort d'essayer de rallier au projet les députés, qui, sur leur nom, y ont tout d'abord rallié le corps électoral.

Mais, je crains fort que nos législateurs radicaux ne mettent aucune hâte à s'exécuter. Ils ont promis de voter l'impôt sur le revenu, soit, mais ils n'ont pas promis de voter le projet Caillaux; car de même qu'il y a fagot et fagot, il y a impôt et impôt.

Il y a quelques jours, le *Temps* se plaisait à reproduire d'après l'*Action* elle-même, les termes des promesses faites en 1906, et il avait peu de peine à montrer que les élus pourraient fort bien repousser le projet Caillaux et rester fidèles apparemment aux termes mêmes de leurs engagements électoraux.

A parcourir ces affiches on s'aperçoit vite, au vague et aux généralités dans lesquelles ils se renferment strictement, de l'ignorance des auteurs.

Nous voulons, disent-ils, un impôt sans vexations individuelles, nous déchargerons les pauvres, nous apporterons plus de justice dans la répartition de l'impôt, nous nous efforçons de ne léser personne; bref, de ces phrases toutes faites, que l'on trouve dans tous les manuels du parfait candidat et qu'un droitier intransigeant aurait tout aussi bien pu signer qu'un radical fluctuant. Bracke évoquait l'autre jour la *part de farce* qu'il y avait dans le projet de M. Caillaux; l'enquête de l'*Action* nous révèle la part d'ignorance et d'incapacité qui entre dans les affirmations réformistes des radicaux. Farce, ignorance, incapacité, c'est toute la synthèse du Grand Parti des réformateurs bourgeois. Si l'on prenait une à une toutes les réformes qui sont à l'ordre du jour du gouvernement et que l'on appelât pour s'en expliquer tous les députés radicaux qui les ont promises, on n'en trouverait pas dix qui seraient, je ne dis pas capables d'élaborer un projet ou un schéma de projet sur chacune, mais d'en expliquer de façon à peu près convenable le sens et la portée générale quant à leur application.

A leur ignorance et à leur impuissance ils ont d'ailleurs une excuse toute trouvée, c'est d'affirmer que les réformes qui figurent depuis 1869 sur leur programme sont dangereuses en ce sens qu'elles mènent tout droit au Socialisme.

C'est sans doute pour aller tout droit au Socialisme, que le ministre des Finances en Prusse vient de proposer à la Chambre des députés d'augmenter dans une certaine mesure la taxe à recouvrer par l'impôt sur le revenu qui fonctionne Outre-Rhin, depuis un nombre incalculable d'années.

Mais nous ne sommes pas en Prusse. Patients! Vers 1910 les députés radicaux voteront le principe de l'impôt sur le revenu, vers 1911 le Sénat repoussera le projet définitif et vers 1912 un plus grand ministre proclamera, du haut de la tribune de la Chambre: Messieurs, une grande et profonde réforme s'impose tout d'abord à notre attention. La Démocratie la

réclame et nous ne la décevrons pas, il s'agit d'une répartition plus juste, plus humaine, plus démocratique, etc., etc.

La Chambre enthousiaste renverra à une commission d'études.

Cela durera jusqu'aux jours où le pays verra qu'il n'y a en France qu'un Parti qui ait un programme défini, qui sache ce qu'il veut et où il va, et que ce parti, c'est le Parti socialiste. Ce jour-là seulement, il y aura quelque chose de changé.

Charles DUMAS.

Plus ça change...

Il est d'usage, dans le monde politique bourgeois, d'attribuer une grande importance aux différents mouvements dans les ministères, lorsqu'un ministre, comme dans ces derniers temps, quitte l'Instruction publique pour prendre la Justice, ou bien abandonne le Commerce pour les Beaux-Arts. Les titulaires font annoncer dans les journaux qu'après mûre délibération et après avoir consulté leurs amis ou leur groupe, ils ont enfin avisé le Président de la République qu'ils consentaient, quoique avec un déchirement de cœur, au transfert demandé. Et le bon public de suivre avec anxiété ces luttes entre le devoir et la passion, comme dans une tragédie classique.

Sans doute, pour qui connaît le dessous des cartes, il est amusant de savoir que tout était arrangé depuis longtemps entre les bons compères. « Monsieur X. a tout d'abord réservé sa réponse. Il a demandé à réfléchir, à consulter ses amis politiques. Il a enfin ajouté que s'il consentait à prendre les sceaux, il garderait néanmoins les cultes. Monsieur Y, président du Conseil, n'a fait aucune objection à cette demande et a insisté en termes extrêmement cordiaux (!) pour que la réponse définitive de Monsieur X fût possible. » Or, quand on sait que ces deux ministres ont chacun leur parti, qu'ils luttent à qui fera toucher le premier les épaules de l'autre, cet euphémisme de la presse officielle est d'un haut comique.

Cependant, pour la bourgeoisie, il peut y avoir un certain intérêt à savoir qui tiendra la queue de la poêle. Cela est surtout passionnant pour le parti qui supporte le ministre. Mais l'on se demande ce que cela peut faire au prolétariat de savoir quel sera le cuisinier qui l'accommodera, et à quelle sauce il sera mangé.

Ce souci de prendre part aux querelles de la classe ennemie est un reste de la politiquerie, qui est dans le sang de chaque français, électeur et éligible. Savoir si un tel est un misérable, si l'autre est concussionnaire; si tel officier est innocent, si tel autre est coupable. De même la population de Constantinople se passionnait pour la couleur des cochers du cirque.

Récapitulons notre histoire moderne et nous verrons qu'à chaque progrès dans l'organisation du prolétariat, quand il s'approchait trop près du pouvoir, un scandale éclatait; une fraction de la bourgeoisie lui était jetée en pâture par l'autre. C'est ainsi que dans les chasses au loup en Russie, on sacrifie les chevaux, les uns après les autres, pour retarder la poursuite de la bande affamée.

D'abord cela a été l'affaire Wilson, puis Boulanger, ensuite Panama, et enfin l'Affaire, avec sa séquelle, la Séparation. Chaque fois, le prolétariat s'est laissé prendre à ce piège grossier, et il a perdu son temps à achever les blessés de la bourgeoisie. Il ne s'est jamais dit cette chose si simple qu'accusateurs et accusés se valaient, qu'il fallait les mettre dans le même sac. La question n'était pas de savoir si tel ministre avait volé ou si tel accusé était innocent: l'intérêt primordial était de profiter de la faiblesse momentanée du gouvernement bourgeois pour le renverser.

Lorsque certains membres du parti socialiste se sont mis au service de la Bourgeoisie, il était au moins inutile de passer au creuset leur plus ou moins d'honorabilité ou d'honneur. Ils étaient devenus membres de la classe ennemie, cela suffisait au prolétariat pour les juger. De même, dans les crises ministérielles, à quoi sert-il au groupe socialiste de prendre parti pour tel ou tel groupe? Il n'a qu'à considérer ce qui peut le plus affaiblir le gouvernement. Ce n'est pas son rôle de raccommoier les colonnes du temple ni de les étayer.

Certains se plaignent de l'indifférence du prolétariat pour la politique socialiste; il faut bien avouer que celui-ci se dégoûte de voir à l'ancienne tactique de lutte, acharnée et inexpiable, substituer une temporisation mortelle pour tout parti d'avant-garde. Que l'on reprenne la marche en avant de la législature de 1893, et l'on verra le prolétariat ouvrier reconnaître et soutenir ses défenseurs à la Chambre.

C. BONNIER



Pauvre discipline

Républicaine!

On se rappelle les temps idylliques, où nombre de socialistes pratiquaient avec candeur la très Sainte Discipline Républicaine, qui fut l'un des plus admirables instruments de duperie, imaginés par les Partis bourgeois. Depuis que le Parti socialiste, infidèle, semble hélas! lui préférer la discipline socialiste, elle se meurt, allant mélancoliquement rejoindre les feuilles d'automne et les neiges d'antan.

Quelle tristesse d'être ainsi fauchée dans sa prime jeunesse, et si nous avons des larmes de reste....., mais, nous n'en avons pas.

La dernière aventure malheureuse qui lui est advenue, vient de se passer dans la Creuse, à une élection législative récente. Au premier tour de scrutin notre ami Germain était seul à ne pas représenter les opinions radicales socialistes, dont le drapeau, immense sans doute, n'était pas tenu par moins de cinq candidats.

Germain, ayant accru les voix socialistes d'un bon tiers, se retirait et deux radicaux socialistes restaient en présence. L'un, Belletout avait eu 3000 voix de plus que son concurrent Binet. Belletout se trouvait donc être le candidat « désigné par la Démocratie », le seul qualifié, etc. Binet, lui, n'était qu'un indiscipliné; c'est tout juste s'il ne faisait pas le jeu de la réaction. Imaginez, sans frémir, une candidature réactionnaire de la dernière heure? La République était en danger, ni plus ni moins. Binet y aviez-vous songé? Pas un républicain n'aurait dû voter pour vous, candidat de l'indiscipline républicaine, radicale et radicale-socialiste!

Et cependant vous avez vaincu. Oui vous avez vaincu par 2000 voix de majorité! Vous avez eu 5000 voix au premier tour, vous en aviez 11.000. Six mille radicaux se sont ralliés d'enthousiasme à votre révolte.

Vous êtes un symbole!

Binet, l'aviez-vous prévu?

Que devient donc la discipline républicaine dans tout cela. Abandonnée par les radicaux eux-mêmes, elle demeure avec les dix-huit derniers socialistes qui la vénèrent encore, avant de la rouler dans ce linceul de pourpre, où c'est assez les honorer, que d'y coucher les Fois que l'on a eues. Bientôt il ne leur restera plus qu'à se constituer en Comité d'initiative pour l'érection d'un monument à une morte qui aurait été célèbre, si elle avait vécu.

Ch. D.

Syndicalisme Rural

L'autre soir, à Saint-Martin de Seignaux, gros bourg des Landes, avait lieu une réunion syndicale. Dès la tombée de la nuit, de toutes les communes voisines, les métayers accoururent. Armés de bâtons ferrés, bérêts sur l'oreille, ces derniers furent remarquables de clairvoyance et d'esprit vif.

Avec eux, point de déclamations inutiles, tout ce qui n'intéresse pas le principe d'opposition des intérêts économiques en conflit, les laisse froids. Connaissant la mentalité de leurs maîtres, leurs habitudes de protestation, l'allure folle de leurs gestes, c'est par petits paquets qu'ils désirent présenter leurs revendications. Ils attribuent au syndicalisme sa véritable portée réformatrice; ce sont des améliorations immédiates, partielles qu'ils attendent de lui. Ils ne veulent pas lui demander ce qu'il ne peut fournir, c'est-à-dire le moyen d'une transformation totale de la propriété capitaliste en propriété sociale. Réfléchis, ils sentent bien qu'au-dessus de leurs forces groupées se meut une société aux rouages multiples et compliqués, aux aspects juridiques consolidés par l'expérience des temps, aux intérêts nombreux et contradictoires, et que tout cela constitue une puissance de désagrégation, de découragement pour le travail qui s'organise avec des éléments divers, pensant et vivant d'une façon différente.

La tendance individualiste de la mentalité des travailleurs de la terre leur rend impossible l'espoir d'une entente complète, absolue entre toutes les unités du prolétariat rural. Ils pensent que la conscience paysanne ne pourra se renouveler totalement qu'avec la venue des générations de demain, évoluant dans un milieu social transformé par la reconstitution des grands domaines. Aussi, leur action économique débute-t-elle par l'affirmation de revendications modérées et pratiques :

1° Retenue des cochons à la métairie. Le métayer pourra en devenir le propriétaire moyennant une redevance de 10 fr. par tête, payée au maître ;

2° Achat par moitié des semences ;

3° Partage du produit de la vente du foin et contribution du maître, par moitié, dans le cas où la récolte serait insuffisante pour la consommation du bétail.

Pour réaliser de pareils projets, ils décidèrent d'adresser aux capitalistes un manifeste commun, expliquant leurs désirs. Avec ce moyen, tous les hobereaux de la région seront avertis de leurs intentions. Les métayers jaunes, au même titre que les rouges, seront appelés devant eux : il faudra s'expliquer. Les uns et les autres protesteront de leur ignorance du syndicat. Comment dès lors écarter l'ivraie du bon grain ? La chose sera difficile.

Inquiets, les capitalistes se réuniront pour examiner la situation nouvelle. Leur réponse sera sans doute le signal de la lutte. Pour la première fois, dans ce pays d'ignorance et de privilèges anciens, la bataille des classes éclatera consciente et organisée de part et d'autre. Les en-dehors du syndicat, compromis mais rassurés par le succès de l'organisation, ne tarderont pas sans doute à suivre le mouvement, au moins en majorité. La période de l'action sera ouverte, plaçant l'avenir des propriétés entre les mains du prolétariat rural.

Si les propriétaires sont vaincus, ils devront se contenter de la part de récolte fixée par le Syndicat. Congédier le personnel pour le remplacer par de nouveaux éléments devient pour eux presque impossible. En effet, un article des statuts syndicaux prévoit l'exclusion de tout membre actif qui remplacerait dans une propriété un métayer renvoyé pour fait de propagande. D'ailleurs, ce sont les métayers actifs, intelligents et riches qui sont à la tête de ce mouvement d'émancipation, les propriétaires ne voudront jamais leur donner comme successeurs les mouchards incapables et paresseux qui pullulent parmi les jaunes. La prospérité de leurs terres en dépendrait.

Reste la solution énergique, vulgarisée ces jours-ci par certains bourgeois en colère. Elle consisterait, dans sa simplicité naïve, à vendre les domaines, à vider les métairies, à plonger

dans une misère épouvantable une population complète de braves gens.

Malheureusement pour elle, les paysans ne s'effraient pas. Ils savent, grâce à notre propagande, que le capital foncier de leurs maîtres est sérieusement engagé; qu'il a diminué considérablement de valeur; que ses revenus sont limités, indispensables à la vie de luxe, de voyages et de joies factices qu'ils mènent. C'est parce qu'ils savent tout cela, qu'ils continuent à fumer tranquillement des pipes en écoutant les imprécations furieuses des propriétaires agités mais impuissants.

René CABANNES



Le Livret des Salaires

Dans *L'Ouvrier Textile* de Janvier, V. Renard expose l'idée — réalisée cette année par la Fédération nationale de l'Industrie textile — d'un livret contenant, outre les cases destinées à l'inscription des salaires reçus par chaque fédéré à la semaine, à la quinzaine ou au mois, les statuts fédératifs, ainsi que les cases pour timbres d'acquit des cotisations.

Nous croyons intéressant de donner ici quelques extraits de l'important article de notre collaborateur V. Renard, qui serviront de précieuses indications pour les militants des diverses corporations.

... Jusqu'ici — dit V. Renard — il nous a été presque impossible, étant donné les multiples catégories qui subdivisent à l'infini, pourrait-on dire, les différentes branches que comprend l'industrie textile, de pouvoir établir le gain réel des travailleurs des deux sexes y employés.

Cette impossibilité de déterminer nettement les salaires dans chacune de ces catégories a été la source d'une quantité d'inconvénients qui, en maintes circonstances furent funestes à nos camarades. Elle s'est manifestée, notamment, lors des investigations de la commission d'enquête parlementaire sur le terrible malaise dont souffrent les travailleurs de notre industrie. On a pu constater que la plupart des délégués éprouvaient de grandes difficultés pour donner le chiffre des salaires réels et établir leur budget.

... Or, si le système du livret de salaires avait été antérieurement mis en pratique, l'insuffisance de la rétribution des ouvriers aurait été établie mathématiquement, et non pas approximativement, dans toute son effroyable réalité.

... Quand un conflit se produit sur l'importante question de la rétribution entre des ouvriers d'une catégorie quelconque et leurs employeurs, ceux-ci leur expliquent que les salaires qu'ils paient sont plus élevés que ceux des ouvriers de tel ou tel autre endroit et que tout est pour le mieux dans la meilleure des usines possibles.

Bien souvent, les ouvriers sont obligés d'accepter pour monnaie courante les observations aussi fausses qu'intéressées qu'on leur fournit et, ébranlés, ils reprennent le travail sans satisfaction.

... Si les ouvriers, par le système du contrat collectif, arrivent, pour la filature de laine ou de coton par exemple, à unifier les prix pour l'ensemble des ouvriers d'une localité donnée, ne sera-t-il pas possible, pour la transmission de ces renseignements aux ouvriers des filatures d'une autre localité, de faire de même? Et avec nos fédérations nationales et internationales n'arrivera-t-on pas, ou ne pourra-t-on pas arriver, à établir une unification nationale et internationale?

... Les salaires ponctuellement relevés sur les livrets, permettraient, en outre, d'éclairer l'opinion publique en cas de grève — et il faut bien compter avec elle pour qu'elle réussisse! — en même temps de confondre les patrons qui, par leurs grands quotidiens, donnent un état des sa-

lares qui sont majorés de beaucoup à la moyenne touchée par les ouvriers.

... La mise en pratique du livret de salaires produira ce résultat, c'est que les organismes de défense des salariés : syndicat, fédération, seront au préalable saisis des différends avant la grève. De là à subordonner celle-ci aux chances de réussite, il n'y a qu'un pas.

Un argument également important, c'est que le livret de salaires permettra constamment à l'ouvrier de donner la moyenne de ce qu'il gagne dans le cas où il deviendrait victime d'un accident de travail, cela sans avoir recours à aucune expertise souvent longue et coûteuse, expertise qui ne peut encore se faire que par un relevé sur les livres de paie de l'employeur, desquels on défalque soigneusement les rabais, amendes et malversations qui viennent amoindrir en ces circonstances la moyenne gagnée, par conséquent le taux de la rente due, qui devrait n'avoir aucun rapport avec ces retenues presque toujours aussi exorbitantes qu'arbitraires.

... Si nous voulons améliorer notre lamentable condition, forgeons et constituons les outils qui nous permettront d'arriver au mieux-être, tout en nous dirigeant vers notre affranchissement total.

V. RENARD



Pourquoi ?

On sait que, profitant de la division qui existait entre leurs syndicats, les syndicalistes avaient refusé l'admission des mineurs à la C. G. T. Il était statuaire qu'entre les deux Fédérations sollicitant cette admission, la préférence ne fût pas donnée à l'une d'entre elles.

Mais, depuis, les syndicats des mineurs se sont unis; ils sont aujourd'hui rassemblés dans une puissante Fédération nationale. Cette Fédération a, en conséquence, demandé à nouveau son admission à la C. G. T. Son Conseil national a adopté à l'unanimité, le 3 novembre dernier, la résolution suivante :

« Considérant qu'il ressort des débats que la Fédération des Mineurs et similaires de France a réalisé son unité conformément aux statuts et au Congrès de Paris, 11 octobre 1906 ;

« Décide de renouveler sa demande d'entrée à la C. G. T., se reportant en cela à son ordre du jour du 22 janvier 1907 qui dit : « Mettez-vous d'accord et ensuite nous vous accepterons ».

« Cette invitation étant résolue, il espère que le Comité confédéral se fera un devoir d'accepter les travailleurs de la mine dans l'organisation nationale qu'est la C. G. T. »

Or, voici la réponse qui a été reçue par le citoyen Bexant, secrétaire de la Fédération nationale des mineurs.

Paris, le 27 décembre 1907.

Camarade,

« Le Comité a pris connaissance de votre lettre par laquelle votre organisation demande à nouveau son admission dans la C. G. T.

« Il s'est déclaré une fois de plus, conformément à son ordre du jour du 22 janvier dernier, prêt à accepter votre organisation si cette dernière remplit la condition contenue dans le dit ordre du jour.

« Comme il vous a été dit, le jour où la condition posée sera remplie, l'admission deviendra définitive. C'est donc à vous qu'il appartient de faire le nécessaire pour que l'admission désirée devienne une réalité.

« Espérant que vous travaillerez afin que cette solution intervienne au plus tôt, je vous adresse mes salutations.

« Le Secrétaire,
« V. GRIFFUELHES ».

Le Bureau national des mineurs fait con-

naître cet échange de correspondances par voie de manifeste aux syndicats fédérés et ajoute :

Le Bureau national regrette que l'Unité Minière étant faite, le Comité Confédéral persiste à ne pas vouloir accepter la Fédération Nationale des Mineurs à la Confédération Générale du Travail.

Le Bureau national,
BEXANT, CORDIER, QUINTIN,
EVRARD.

Nous pensons que le Comité Confédéral renouvellera explicitement les motifs qui lui ont fait écarter de la C. G. T. une organisation ouvrière remplissant aujourd'hui toutes les conditions statutaires requises.

Si l'unité ouvrière française ne doit pas être un vain mot, la Fédération des Mineurs — qui est la plus puissante organisation syndicale française — ne saurait plus longtemps demeurer hors des cadres de l'armée nationale du Travail.

L'Action Sociale

A L'INTÉRIEUR

ACTION DIRECTE.

Lorsque nous demandons ce qu'est l'action directe on nous répond invariablement qu'elle est une méthode nouvelle que le développement de la conscience de classe du prolétariat a inéluctablement amenée. Si nous nous permettons d'observer que ceux qui pratiquent l'action directe, telle que l'entendent les « inventeurs » du terme, ce sont justement les ouvriers inconscients, ceux qui longtemps courbés sous le joug se réveillent un beau matin dans un accès de fureur impulsive où le raisonnement et la conscience n'ont aucune part et qui, par une réaction naturelle, retombent d'autant plus bas dans l'avachissement dont ils sont un moment sortis, qu'ils ont été plus loin dans la violence, on nous traite aimablement de machines à cotiser, voire, suprême injure, de politiciens.

Cependant, en quoi consiste donc cette fameuse méthode nouvelle ?

Est-ce l'organisation de grands mouvements méthodiques de la classe ouvrière ? Est-ce le déploiement des forces ouvrières dans la rue ? Est-ce la grève avec ses meetings, ses manifestations ? Il est absolument impossible que ce soit tout cela puisque l'action directe est une méthode nouvelle et qu'il y a des années et des années que le Parti socialiste et la classe ouvrière pratiquent celles énumérées plus haut. Nous n'avons pas attendu les lumières du syndicalisme pour organiser les grands mouvements du 1^{er} Mai, les manifestations coordonnées où, par toute la France, la classe ouvrière allait, en masse, déposer les cahiers de ses revendications entre les mains des représentants du gouvernement bourgeois ; et les pontifes du syndicalisme déclamaient encore contre l'organisation syndicale au temps où nous soutenions le prolétariat et les syndicats engagés dans de grandes grèves.

Alors qu'est-ce ?

Un événement révolutionnaire de la plus haute importance, gardez-vous d'en douter, puisqu'il est de l'Action directe, vient de nous le révéler ou plutôt va nous permettre de pénétrer la « substantifique moelle » de la nouvelle méthode.

Voici : La Compagnie de l'Ouest fonctionne fort mal, ses trains de banlieue arrivent avec des retards considérables, d'où colère des voyageurs. L'autre jour, en arrivant à la gare St-Lazare, les potaches de Condorcet organisèrent un monôme, sur les quais même de la gare. Il n'en fallut pas davantage pour déchaîner la colère d'une foule depuis longtemps exaspérée. On cassa les becs de gaz, les vitres, les portes, les bancs ; on sacagea les bureaux et on flanqua des tripotées à de malheureux employés de la Compagnie qui n'ont jamais su pourquoi.

Vous pensez : voilà une belle équipée !

Erreur, c'est de l'Action directe.

Ouvrez « La Voix du Peuple » vous y lirez un article intitulé « L'Action directe à la gare Saint-Lazare. » Il y est dit : « Constatons encore une fois que les travailleurs et employés paisibles — y compris les bons bourgeois — ont, comme les viticulteurs du Midi, emprunté les moyens d'action de la C. G. T. »

J'entends bien que l'auteurs'empresse d'ajouter que l'action directe, ce n'est pas les bancs cassés,

ni les vitres brisées. Personne n'en doute d'ailleurs ; des bancs ou des vitres, cassées ou non, ne peuvent pas être une action directe ou indirecte, l'action directe c'est le geste qui casse les bancs et brise les vitres. C'est très bien, et nous admettons l'explication. Seulement je voudrais bien que l'on m'expliquât en quoi cette action directe là est révolutionnaire.

Les vigneron du Midi ont pratiqué l'action directe, dit-on. Si c'est par cet exemple que l'on prétend démontrer la valeur révolutionnaire de la méthode, je crois qu'il est mal choisi. La suite l'a bien montré, les vigneron sont restés après l'emploi de l'action directe ce qu'ils étaient avant ; j'en appelle aux dernières consultations électorales. Pour qu'ils cessent d'être de braves conservateurs radicaux ou progressistes, il reste toute la besogne d'éducation et d'organisation à faire. Si cette besogne se trouve facilitée, ce n'est pas à cause de l'action directe employée, — au contraire — mais bien par suite de circonstances économiques indépendantes de l'action des individus. Quant à l'action directe pratiquée par les ouvriers, les potaches et les bons bourgeois de la gare St-Lazare, elle est certainement la méthode préconisée par certains dirigeants de la C. G. T. Malgré cela, nous nous permettons de douter que ceux qui s'y sont livrés soient convaincus que la société est mal organisée, qu'il faut renverser le système actuel de propriété capitaliste pour lui substituer le système de propriété et de production collectiviste.

Quant à raconter au prolétariat que c'est par de pareilles stupidités qu'il s'émancipera, et que pour instaurer son règne, il lui suffira de se livrer à ces gamineries de potaches ou à ces colères sans lendemain, c'est un soin que nous laisserons aux avocats manuels, aux littérateurs manuels, aux journalistes manuels et aux millionnaires manuels qui pérorent et pontifient dans le Syndicalisme nouvelle méthode.

ACTION MÉTHODIQUE.

Nous avons rendu compte de l'admirable effort d'organisation tenté, avec succès d'ailleurs, par la Fédération du bâtiment. La Fédération du Textile, qui est depuis fort longtemps entrée dans cette voie, vient d'organiser les ouvriers des filatures et moulins de Drôme et Ardèche. Une première tournée de propagande, effectuée il y a quelque temps, a donné déjà des résultats appréciables, mais la Fédération ne pense pas qu'il soit bon d'abandonner à eux-mêmes les jeunes syndicats fondés. Elle a délégué le camarade Denis pour une nouvelle tournée. Denis a visité : Saillans, Crest, Livron, Flarjac, Pont de Labeaume, Jaujac et Pont d'Aubern. Il n'y a pas moins de cinq à six mille fileuses dans ces centres.

C'est par cet effort d'organisation et d'éducation syndicale que le Textile se prépare à mener la lutte dans la Drôme, l'Ardèche et le Gard pour que les fileuses obtiennent, avant le renouvellement des primes à la sériciculture, un minimum de salaire de 2 fr. 50 par jour et la journée de huit heures.

La Fédération du Textile estime que l'action ouvrière ne doit pas être livrée au hasard des impulsions et elle ne compte pas, pour aboutir, sur les effets de la violence. Elle juge que seule une action méthodique peut donner les résultats. Elle fait, en outre, montre de prévoyance et d'habileté en choisissant pour présenter les revendications des fileuses le moment où les sériciculteurs, escomptant le renouvellement des primes que leur accorde l'Etat, se trouveront dans la plus mauvaise posture possible, vis à vis de l'opinion publique pour refuser aux ouvrières les améliorations très raisonnables qu'elles réclament.

LA FORCE DE L'ORGANISATION.

Le Syndicat des ouvriers et ouvrières en sparterie et similaires de Lyon et banlieue vient de remporter une victoire qui montre bien ce que peut le seul fait que les ouvriers sont organisés sérieusement et solidement. Pour assurer au syndicat une base élargie et attirer, par des avantages pratiques permanents, le plus grand nombre possible d'adhérents, on avait décidé de fonder un certain nombre de caisses diverses : caisses de secours, de chômage, de maladie, etc. Le syndicat devint par suite très fort et les résultats ne tardèrent pas à se montrer.

Les ouvriers viennent en effet de faire unifier les tarifs de l'une des spécialités les plus importantes de la place, celle des sacs coco à charbon et le barème imposé aux patrons lyonnais hausse les salaires dans une proportion qui varie entre 35 et 40 0/0.

Pour cela il n'y a eu besoin ni de manifestation ni de grève. Le seul fait que les ouvriers étaient organisés en un syndicat numériquement très fort et capable de soutenir une longue résistance a fait capituler les patrons du premier coup.

LE CONSEIL NATIONAL.

C'est aujourd'hui dimanche que se tiendra la réunion du Conseil national qui aura à délibérer sur l'important ordre du jour suivant :

- 1° Rapports du Conseil national ;
- 2° Rapport des délégués au Bureau socialiste international ;
- 3° Elections municipales et programme municipal ;
- 4° De la signature des élus et du droit des groupements, auxquels ces élus appartiennent, d'en disposer ;
- 5° Le Parti et les syndicats ; les résolutions des Congrès national et international ;
- 6° De la collaboration des élus aux journaux étrangers au Parti ;
- 7° La carte et le timbre internationaux (Aube) ;
- 8° La représentation proportionnelle dans les Fédérations ;
- 9° L'impression des brochures du Parti ;
- 10° Les Groupes d'originaires ;
- 11° Le renchérissement du coût de la vie (Haute-Vienne) ;
- 12° Demande de contrôle contre les élus qui ont voté pour ou se sont abstenus dans le scrutin sur l'ensemble du budget et contre ceux qui se sont inscrits au groupe des réformes sociales (Loir-et-Cher).

Au sujet de la dernière question de cet ordre du jour, la Fédération de la Seine a adopté à l'unanimité moins une voix la résolution suivante :

« La Fédération de la Seine demande l'exclusion du Parti du citoyen Breton qui, par son attitude trop indépendante et ses tentatives de rapprochement et d'union avec les groupes bourgeois de la Chambre et, en dernier lieu, le vote du budget, s'est mis d'une façon constante en contradiction avec les statuts et la politique du Parti. »

LA MISÈRE DES ACTIONNAIRES DE MINES.

Au moment où la loi sur les huit heures dans les mines va venir devant le Sénat, les actionnaires et les capitalistes de l'industrie minière claquent à tous les échos qu'on va les mettre sur la paille. Nous sommes heureux de pouvoir rassurer nos lecteurs sur ces si intéressantes victimes. Voici quelques-uns des résultats des exercices financiers pour 1907 :

Les actionnaires d'Anzin toucheront un dividende de 360 fr. au lieu de 300 fr. distribué en 1906.

Bruay portera son dividende à 40 fr. au lieu de 32 fr. 50 en 1906.

Béthune distribuera un dividende de 170 francs au lieu de 160 francs en 1905.

A Lens le dividende sera porté à 32 fr. 50 contre 30 fr. en 1906. Seulement, comme les actionnaires ont très vivement protesté et manifesté leur mécontentement en demandant que la prochaine distribution soit de 40 francs, le Conseil a promis d'en tenir compte... »

GRÈVES.

En Novembre, il y a eu 81 grèves contre 59 en 1906. Le nombre moyen des cinq dernières années pendant le même mois était de 48.

Sur ces 81 grèves, 63 se sont terminées le même mois si l'on y ajoute 9 grèves anciennes terminées en Novembre, on arrive à un total de 72 conflits avec les résultats suivants :

- 32 échecs.
- 26 réussites partielles.
- 14 réussites.

Soit au total 32 cas où les ouvriers n'ont rien obtenu et 40 qui ont tourné à leur avantage.

A L'EXTÉRIEUR

EN HOLLANDE.

Le journal hebdomadaire *La Tribune*, dont le premier numéro a paru le 19 octobre à Amsterdam, peut se comparer, pour le but qu'il se propose et la tendance de sa propagande, à notre *Socialisme*.

Il est fondé par un groupe de jeunes marxistes qui, à côté de la revue scientifique qui existait déjà, ont voulu mettre à la disposition de la classe ouvrière hollandaise un organe d'éducation nouveau.

Il se propose « de prendre, à propos des questions politiques du jour, une attitude conforme aux principes socialistes et de critiquer les propositions et les actes contraires à ces principes. »

Nous saluons de bon cœur, et en toute sympathie, la nouvelle arme de combat que se donnent nos camarades dans la lutte contre la bourgeoisie capitaliste.

LOCK OUT DANS LES TISSAGES DE VÊTEMENTS DU NIEDERHEIM.

Une action pour hausser les salaires aboutissait à la grève dans quatre tissages de rubans pour cravates, à Crefeld : c'était le 3 décembre. Le 6, l'Union des Fabricants en soieries du Niederheim (du Bas-Rhin), faisait un communiqué à la presse locale.

Les patrons disaient en substance ceci : « Le conflit est d'origine lointaine, il a commencé il y a deux mois. L'Union des Ouvriers chrétiens nous a demandé une augmentation de salaires ; après pourparlers, elle s'en est remise à la bonne volonté de l'Union patronale. Mais alors le syndicat du textile (socialiste) est entré en scène, et a fait des réclamations analogues. Nous avons prouvé aux délégués ouvriers, qu'en raison de la concurrence étrangère, notre bonne volonté ne trouvait pas à s'exercer. Nous le regrettons d'autant plus que la vie est devenue très chère ici. »

« Mais à la suite de cette entrevue, les ouvriers de quatre usines ont fait grève. Nous solidarisons avec les patrons de ces établissements, nous déclarons le lock-out, pour une durée de 15 jours, dans toutes les usines de l'Union. C'est là le seul moyen de conserver à la région son industrie, et de réduire à néant les prétentions outrecuidantes des ouvriers. »

Nos camarades du Textile allemand font observer que de quelque manière que tourne le conflit, il aura pour effet de montrer aux travailleurs les moins conscients la réalité de la lutte de classe. Ils comprendront et viendront au syndicat.

LE SOCIALISME A BERLIN.

Le Comité d'action des organisations socialistes socialistes de Berlin et environs a fait une grande enquête sur la situation réciproque du Parti et des Syndicats.

Il publie le résultat de ses travaux dans une statistique où nous relevons les points suivants :

La proportion des syndiqués berlinois qui sont organisés politiquement dans le Parti est de 16 %.

Inversement, sur 100 membres du Parti, il y en a 82 qui sont adhérents à un syndicat. 8 pour 100 seulement ne sont pas syndiqués, pouvant l'être. Les 10 pour 100 qui restent sont ceux à qui il n'est pas possible d'entrer dans un syndicat. Ce sont les hommes exerçant une profession qui les rend « indépendants ». On remarquera que parmi eux sont un grand nombre d'anciens ouvriers, obligés de quitter leur métier pour tenir une auberge ou un débit de boissons et qui, d'après la loi allemande, doivent cesser d'appartenir au syndicat.

Voilà le Parti qu'on représente comme formé en grande partie d'« intellectuels ».

Les professions qui fournissent le plus de membres au Parti sont les métallurgistes, les typographes, les charpentiers, les travailleurs du bois et surtout les maçons. Sur 22.000 ouvriers maçons que l'on compte dans Berlin et environs, 15.784, c'est-à-dire 71,4 % sont syndiqués, et 5.549, soit 25 %, ou un sur quatre, sont militants du Parti.

La Presse Corporative

Dans l'Ouvrier textile, H. Lefebvre, après avoir fait l'historique du Syndicat textile de Roubaix dont il est le secrétaire et qui, en 1907, comptait 7.000 cotisants réguliers, et a soutenu victorieusement de longues et nombreuses grèves, conclut ainsi :

Nous avons le ferme espoir que si le mouvement de propagande persiste, si les adhésions nouvelles continuent à toujours nous parvenir aussi nombreuses que durant ces derniers mois — et tout nous permet de l'espérer — nous pourrions nous présenter au prochain Congrès National Textile avec le chiffre de 10.000 adhérents.

Ce sera la plus belle réponse que nous pourrions faire à ceux qui, en ces derniers temps, accusaient les travailleurs et les militants ouvriers roubaisiens de sacrifier la propagande syndicaliste aux intérêts politiques et aux préoccupations électorales.

De la Tribune de la Voie ferrée, sous la signature de E. Poitevin :

Organisons — c'est le mot qui se trouve sur toutes les lèvres et au bout de toutes les plumes ; il n'est pas actuellement de feuilles corporatives qui ne le reproduise.

Le comité confédéral de la C. G. T. lui-même, comprenant l'inutilité des états-majors sans troupes, constatant qu'il a été tiré de l'énergie populaire (?) tout l'effort révolutionnaire qu'il est possible d'en attendre présentement ; désespérant enfin, devant les défections subites et multipliées, de pouvoir créer une agitation efficace, se résout à envisager en dehors de sa tactique habituelle (qu'il aurait tort d'abandonner, du reste) la nécessité d'employer d'autres moyens de propagande.

Adapter à la forme syndicale les mille préoccupations de l'existence journalière, tel est le procédé infallible pour amener le prolétaire dans son cadre de classe et l'y maintenir. Il appartiendra ensuite au militant de parfaire l'éducation de ses camarades en leur donnant la conscience de leur force et aussi la foi, sans laquelle toute dépense de force n'est qu'une grimace de l'action.

La Presse socialiste

De la Lumière, organe de la F. S. de la Marne :

Or, à la faveur de certaines divisions intestines, les anarchistes se sont subtilement introduits dans notre Parti et ont essayé, à maintes reprises, de faire triompher leurs conceptions particulières. Ils ont prétendu être en possession de la véritable doctrine : ils se sont efforcés de propager l'esprit nouveau en proclamant l'efficacité du sabotage et de la grève générale ; ils ont cherché à démontrer que jusqu'alors les militants s'étaient fourvoyés, qu'il fallait envisager la situation nouvelle et que seule l'action syndicaliste et exclusivement syndicaliste pourrait provoquer la transformation sociale...

D'ailleurs, il faut que les socialistes reconnaissent également leurs fautes. Sous prétexte de liberté d'opinion, de liberté de discussion, on a laissé propager dans le pays, sous le couvert du Parti, certaines théories qui ne sont nullement du ressort de notre programme.

La liberté d'opinion, la liberté de discussion est plus que désirable, elle est nécessaire. C'est de la diversité des idées et de la discussion de ces idées que naît la vérité. Mais cependant il est bon d'éviter la confusion, car pour atteindre un but quelconque, l'unité d'action est indispensable. Chacun à son rang, chacun à sa place, programme franchement déployé : les socialistes au socialisme, les radicaux au radicalisme, les progressistes au progressisme et les anarchistes à l'anarchisme.

Le Peuple, organe central du Parti socialiste suisse, sous la signature de Ch. Naine :

Dans chaque pays, la presse bourgeoise félicite le gouvernement du pays voisin qui prend des mesures contre les antimilitaristes, parce que les antimilitaristes affaiblissent son armée ; alors qu'elle devrait plutôt féliciter les antimilitaristes puisqu'ils affaiblissent la puissance rivale.

Pourquoi cela ? Pourquoi la bourgeoisie de chaque pays a-t-elle intérêt à ce que le gouvernement voisin fortifie ses armements et pourchasse les antimilitaristes ?

Pourquoi notre bourgeoisie en est-elle arrivée à ce patriotisme étrange qui lui fait applaudir les progrès de l'armée dans les pays voisins et les mesures de répression contre les ennemis de cette armée ?

Sans en avoir bien conscience encore, elle sent l'étroite solidarité qui la lie à la bourgeoisie de tous les pays. Elle sent que l'armée du pays voisin est beaucoup plus un moyen de défense contre le prolétariat, qu'un instrument dirigé contre elle. Voilà pourquoi elle applaudit à ce qui fortifie partout le régime militaire.

D'un article de Franz Mehring dans la Nene Zeit, sur la guerre de 1870-71 :

Les adresses du Conseil général de l'Internationale, composées par Marx, recommandaient la même politique que suivaient les Lassalliens et que le comité de Brunswick voulait voir suivre ; à savoir, de soutenir Bismarck jusqu'à la chute de Bonaparte et de ne le combattre ensuite que s'il ne se contentait pas de cette chute, mais continuait la guerre contre la France dans l'intérêt égoïste des hobereaux allemands. C'était dire, en d'autres termes, que la question de la guerre était à résoudre uniquement par l'intérêt de classe du prolétariat. La chute de Bonaparte était l'intérêt capital du prolétariat d'Europe comme d'Allemagne, et c'était son intérêt non moins capital que les deux plus grandes nations civilisées du continent ne fussent pas ennemies à perpétuité.

L'immense majorité de toute nation civilisée étant formée du prolétariat, les intérêts prolétariens sont précisément aussi les intérêts nationaux.

Aux Lecteurs et Abonnés

L'encombrement des services postaux, le chômage de l'imprimerie les 1^{er} et 2 Janvier ont entraîné des retards dans la livraison du dernier numéro du « Socialisme ».

Toutes dispositions sont prises pour l'avenir afin que nos dépositaires et les camarades qui se chargent de la vente dans les groupes, syndicats et coopératives reçoivent le « Socialisme » le samedi.

Quant aux abonnés, ils doivent recevoir notre journal-revue le dimanche matin au plus tard, même dans les localités les plus éloignées.

DEPOTS DE VENTE :

Les groupes, ainsi que les dépositaires désignés par nos amis, reçoivent le Socialisme à raison de 0 fr. 70 les dix exemplaires (franco de port — invendus non repris — règlement mensuel).

Ci-après les principaux dépôts de vente dans Paris :

- Librairie, 3, boulevard de Port Royal.
- 73, rue Claude Bernard.
- Kiosque, 278, place St-Michel.
- 278, boulevard St-Michel.
- 211, place de la République, 1.
- rue Ordener, 115.
- 179, boulevard Magenta, 1.

Le Socialisme est en vente dans les bibliothèques de toutes les gares de chemin de fer et du Métropolitain.

ANNONCES COMMERCIALES

Tarif : 0.75 la ligne — Forfaits pour 3 et 6 mois et un an

HORLOGERIE L. DUBOIS Fils

20, Rue de Rivoli, PARIS

Chronomètre "TORPILLEUR"

(Marque déposée) RÉGLAGE DE HAUTE PRÉCISION

Donnant un écart maximum de 4' par mois

NICKEL, 30 FR. — ACIER, 32 FR. — ARGENT, 42 FR. — OR, 150 FR.

Envoi franco aux abonnés du "SOCIALISME"

Grand choix d'Alliances en Or — Orfèvrerie
Réargenture — Pendules — Réveils — Cartels
L'Horlogerie est garantie 4 ans

FABRIQUE DE MEUBLES

LOUIS SCHMITT

43, Rue des Boulets, PARIS - Tél. 924-05

VENTE AUX PRIX DE GROS

Salons, Salles à manger, Bureaux

Chambres à coucher, Sièges en tous genres

Tous les meubles sont garantis sur factures

REMISE DE 10 0/0 AU COMPTANT AUX ABONNÉS DU "SOCIALISME"

ASSURANCES contre L'INCENDIE A. M.

Remises annuelles de 30 à 40 0/0

SUR LE TARIF DES COMPAGNIES PAR ACTIONS

S'adresser 9, rue Joubert

Imprimerie J.-E. WATELET aîné

69, Avenue d'Orléans, PARIS (14^e)

Spécialité d'AFFICHES ÉLECTORALES à prix réduits

Le Gérant : MERCY.

Composé par un groupe d'ouvriers syndiqués.

PARIS. Imprimerie J.-E. WATELET aîné
169, Avenue d'Orléans.

